

MAIRIE DE DINSHEIM

- 67190 -



B.P. N° 2

Téléphone 88 50 00 11

Fax 88 50 00 11

ARRETE MUNICIPAL relatif à la lutte contre les bruits du voisinage

LE MAIRE DE DINSHEIM

- Vu** le Code des Communes, et notamment les articles L181-40 et L181-47 ;
- Vu** le Code Pénal et notamment l'article R26-15 ;
- Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L1, L2, L48, et L49, et les articles R48-1 à R48-5 ;
- Vu** la loi 94-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre les bruits ;
- Vu** le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 pris en application de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le livre I^{er} du Code de la Santé Publique ;
- Vu** l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage en modifiant le livre I^{er} du Code de la Santé Publique ;
- Vu** l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage ;
- Vu** la circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage ;

ARRETE

Article 1^{er}

Sauf en ce qui concerne les bruits liés à des activités professionnelles organisées de façon habituelle ou soumises à autorisation, tout bruit de voisinage lié au comportement d'une personne ou d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité pourra être sanctionné, sans qu'il soit besoin de procéder à des mesures acoustiques dès lors que le bruit engendré est de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité.

Sont généralement considérés comme bruits de voisinage liés aux comportements : les bruits inutiles, désinvoltes ou agressifs pouvant provenir :

- des cris d'animaux et principalement les aboiements de chiens
- des appareils de diffusion du son et de la musique,
- des outils de bricolage, de jardinage,
- des appareils électroménagers
- des jeux bruyants pratiqués dans des lieux inadaptés,
- de l'utilisation de locaux ayant subi des aménagements dégradant l'isolement acoustique
- des pétards et pièces d'artifice,
- des activités occasionnelles, fêtes familiales, travaux de réparation,
- de certains équipements fixes : ventilateurs, climatiseurs, pompes à chaleur, non liés à une activité fixée à l'article R48-3 du Code de la Santé Publique.

Cette liste n'est pas limitative.

Article 2

Les cris et tapages nocturnes notamment à la sortie des spectacles, bals ou réunions sont interdits;

Article 3

Les propriétaires et possesseurs d'animaux, en particulier de chiens, sont tenus de prendre toutes mesures propres à éviter une nuisance sonore pour le voisinage.

Article 4

Les activités de loisirs (bricolage, jardinage) exercées par des particuliers à l'aide d'outils, d'appareils ou d'instruments tel que tondeuses à gazon à moteur thermique, tronçonneuses, perceuses, raboteuses, scies mécaniques ne devront pas porter atteinte à la tranquillité du voisinage par la durée, la répétition ou l'intensité du bruit occasionné et ne pourront être pratiquées que les jours ou horaires suivant :

- les jours ouvrables de 8 h 00 à 20 h 00
- les samedis de 8 h 00 à 20 h00 (interdiction totale les dimanches et jours fériés).

Article 5

Les activités professionnelles, culturelles, sportives ou de loisirs, organisées de manière ponctuelle ou habituelle et susceptibles de causer une gêne pour le voisinage peuvent être subordonnées à autorisation municipale préalable qui comportera outre la référence aux valeurs d'émergence fixées par l'article R48.4 du Code de la Santé Publique, notamment toute précision utile sur la nature, la date, l'heure et le lieu d'activité.

Article 6

Le non-respect des règles particulières fixées par l'autorisation municipale et les valeurs limites d'émergence constaté par une mesure acoustique relève au même titre que les infractions visées à l'article 1er des sanctions prévues par les contraventions de 3ème classe.

Article 7

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de MOLSHEIM
- Messieurs les Gendarmes d'URMATT
- Archives de la Mairie
- Journal local pour publication

Fait à DINSHEIM, le 5 juin 1998

Le Maire :

Pour le Maire,
L'Adjoint au Maire,



FLUCK Jean-Paul